ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 juillet 1979, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire", a donné le 21 septembre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e juli 1979 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken", heeft de 21e september 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet contient principalement :

- des modifications à certaines dispositions de la loi du 15 juin 1935 relatives à l'emploi de la langue allemande devant diverses juridictions;
- des modifications à certaines dispositions de la même loi relatives aux connaissances linguistiques de certains membres de l'ordre judiciaire.

Il contient également des modifications de pure forme. Certaines sont justifiées par le but que poursuit le projet. Il s'agit d'adaptation de terminologie :

- mise en concordance de la loi du 15 juin 1935 avec les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative;
- abandon de la notion de "deux langues nationales".

Il y a lieu de procéder à ces modifications de terminologie non seulement dans les dispositions de la loi que le projet modifie mais aussi dans les autres dispositions. Des textes sont proposés en ce sens, à la fin du présent avis, dans deux articles nouveaux. Les dispositions du projet qui visent uniquement à réaliser les adaptations de terminologie ont été regroupées dans ces deux articles.

Le projet comporte également des dispositions :

- qui reproduisent certains textes de la loi du 15 juin 1935, sans les modifier. Elles ont été omises des textes proposés;
- qui consistent en modifications de pure forme sans relation avec le but du projet. Afin d'éviter de modifier des textes anciens dont le sens est fixé et ne prête pas à discussion, elles ont été omises également, à l'exception de celles qui adaptent la loi du 15 juin 1935 au Code judiciaire.

Pour certaines dispositions modificatives, il a été jugé préférable de procéder par voie d'insertion plutôt que de reproduire certains textes de la loi du 15 juin 1935 ne subissant que peu de modifications.

II. L'article 26 de la loi du 15 juin 1935, - que l'article 15 du projet tend à modifier -, a pour seul objet de régler le renvoi de la cause à "la juridiction de même ordre la plus proche d'une autre région linguistique" lorsque les tribunaux de première instance, dont le siège est établi dans les provinces et l'arrondissement indiqués à l'article ler (ou à l'article 2, respectivement), connaissent en degré d'appel de jugements arbitraux rendus en néerlandais (ou en français, respectivement). Aussi ledit article 26 figure-t-il dans le "Chapitre III. Emploi des langues devant les juridictions d'appel".

Sans doute, la règle qu'il énonçait ne s'appliquait-elle pas aux jugements arbitraux rendus en langue allemande (L. LINDEMANS, "Taalgebruik", éd. 1973, n° 240).

.../...

Mais toutes les dispositions qu'elle comporte sont devenues sans objet. En effet, la possibilité de l'appel de sentences arbitrales (à porter devant le tribunal de première instance si le litige était de la compétence du juge de paix) était toujours admise, quel que fût le taux du litige, par le Code de procédure civile (articles 1010 et 1023; BERNARD, L'arbitrage volontaire en droit privé, 1937, n° 644, p. 370). Mais, comme le constate l'exposé des motifs, la loi du 4 juillet 1972 insérant dans le Code judiciaire une sixième partie (articles 1676 à 1723), a supprimé toute possibilité d'appel d'une sentence arbitrale (autrement que devant des arbitres, en vertu d'un compromis : cf. article 1718). Il n'existe aucune contestation sur cette suppression (DERMINE, L'arbitrage commercial en Belgique, Larcier, 1975, p. 64; LINSMEAU et VAN GELDER, La nouvelle loi sur l'arbitrage volontaire, Journal des Tribunaux, 1973, p. 215, col. 1 et 2; Guy KEUTGEN et Marcel HUYS, L'arbitrage (1950 à 1975), Journal des Tribunaux, 1976, 62, n°s 75 et 79; Doc. parl. Chambre des Représentants, 1970-1971, 988, n° 1, p. 26).

Il se comprend qu'avant cette loi, il était fait usage de la langue de la sentence, en vertu de l'article 24 précité, devant les juridictions d'appel (KEUTGEN et HUYS, op. cit. n° 80 et références, notamment Bruxelles 1er février 1971, Pas. 1971, II, 151; L. LINDEMANS, op. cit. n° 233) et cela expliquait donc l'opportunité de prévoir, à l'article 26, des renvois de la cause par les tribunaux de première instance saisis d'un véritable appel d'une sentence arbitrale. Par contre, depuis la loi de

1972, l'hypothèse envisagée par l'article 26 ne peut plus se réaliser. Quant à l'action en annulation de la sentence arbitrale (articles 1704 et suivants du Code judiciaire), qui est devenu le seul recours prévu par la loi contre la sentence, et à la demande d'exequatur, elles restent soumises au droit commun de l'introduction dans la langue du tribunal devant lequel l'affaire est portée (KEUTGEN et HUYS, op. cit. n° 80 et LINDEMANS, op. cit. n° 270), avec les possibilités de renvoi prévues par l'article 7, § 1er, de la loi de 1935, qui sont complétées par l'article 6 du projet.

L'article 15 en projet donne ainsi à l'article 26 une place qui ne lui convient plus et une teneur qui paraît inutile. Il en est ainsi même pour les actions dont le tribunal de première instance connaît depuis la loi de 1972 et qui sont citées dans l'exposé des motifs : récusation d'arbitre, décision d'incompétence du tribunal arbitral, demandes d'annulation de la sentence, opposition à l'ordonnance d'exequatur d'une sentence (sauf le cas, dévolu à la Cour d'appel par l'article 1718, alinéa 1er). Le droit commun fournit une solution en pareil cas.

La disposition devrait donc être omise. Au cas où elle conserverait son utilité dans des hypothèses que le Conseil d'Etat n'aurait pas aperçues, ce qui pourrait subsister de son ou de ses objets devrait être inséré dans un chapitre 1er de la loi, de préférence après l'article 7bis.

L'article 26 resterait donc en vigueur pour les cas, si rares soient-ils où un appel régi par le

Code de procédure civile serait encore possible.

Subsidiairement, l'expression utilisée dans le projet "lorsqu'ils connaissent un arbitrage en procédure néerlandaise (ou française, ou allemande) appelle une observation. En effet, l'on s'accorde à admettre que la loi sur l'emploi des langues ne s'applique pas à la procédure arbitrale et que les parties peuvent préciser en toute liberté dans le compromis la langue de l'instance et celle de la sentence (LINDEMANS, op. cit. n° 57; BERNARD, op. cit. n° 497, p. 293). La langue choisie pour la procédure pourrait donc ne pas être celle choisie pour la sentence. Comme certains litiges pourraient être portés devant le tribunal avant que la sentence n'ait été rendue (par exemple une procédure en récusation), il paraît préférable de choisir la langue prévue pour la procédure.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Un texte complet sera proposé ci-après. Les modifications de forme qu'il comporte ne justifient pas d'autres commentaires que ceux qui ont été faits dans l'observation générale n° I ci-dessus.

Les autres modifications appellent les commentaires suivants :

CHAPITRE Ier.

Les articles 1er et 2 du projet complètent les articles 1er et 2 de la loi du 15 juin 1935 par la mention des juridictions du travail. Il y a lieu, dès lors, de modifier dans le même sens l'intitulé du chapitre Ier de la loi précitée.

Article 1er.

Afin de mettre le projet en concordance avec le projet n° 13.399, il convient d'ajouter le tribunal de police d'Eupen aux juridictions mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 1er en projet.

Il y a, par ailleurs, entre les deux projets, un double emploi qu'il appartiendra au Gouvernement d'éliminer.

Article 5.

Il ressort des explications données au Conseil d'Etat que l'alinéa 2 de l'actuel paragraphe 1er de l'article 6 concernant le cas du défendeur n'ayant pas de domicile connu a été omis par erreur.

.../...

Il est rétabli dans le texte proposé ci-après.

Article 9.

L'alinéa 1er de l'article 17 en projet fait double emploi avec l'article 47 du projet n° 13.399. Il n'a donc pas été repris dans la proposition de texte ci-après.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'amender l'un ou l'autre projet en fonction de la place définitive qui sera attribuée à cette disposition.

En toute hypothèse, la disposition abrogatoire de l'alinéa 2, portée par le projet n° 13.399, ne pourra être maintenue dans celui-ci, que si elle entre en vigueur avant le présent article.

Article 10.

Cet article du projet rassemble sous l'article 18 de la loi du 15 juin 1935, les dispositions relatives aux juridictions militaires qui figurent aux articles 18, 21 et 25 de la loi précitée en y apportant certaines modifications.

.../...

Article 21.

Compte tenu de la première observation générale, cet article peut être omis. La seule modification qu'il apporte à l'article 35, alinéa 3, de la loi sera reprise à l'article 33, 2°, du texte proposé.

Article 22 (article 21 du texte proposé).

La première partie de cet article serait mieux rédigée comme il sera proposé ci-après.

Les deux derniers alinéas de l'article 36 en projet ne font que reproduire, dans une forme légèrement différente, les dispositions actuellement en vigueur. Ils peuvent donc être omis.

Article 28 (article 27 du texte proposé).

La proposition de texte ci-après est faite sous réserve des observations que le Conseil d'Etat formule dans son avis sur le projet n° 13.399, à propos de l'article 51 de ce dernier projet.

Il appartiendra au Gouvernement d'éliminer le double emploi que font les deux dispositions modificatives de l'article 46, alinéa 1er, de la loi et d'harmoniser le contenu de ces dispositions.

.../...

Article 29 (article 28 du texte proposé).

Au paragraphe 5, il faut écrire "membres" au lieu de "conseillers", en vertu de l'article 105 du Code de procédure pénale militaire.

Le paragraphe 6 de l'article 49 en projet dispose comme suit :

"§ 6. Lorsqu'ils sont appelés à faire partie d'une chambre allemande de la Cour militaire ou d'un conseil de guerre, les officiers doivent justifier de la connaissance de cette langue, soit par l'un des modes énumérés au paragraphe 5, soit par la réussite d'un examen organisé conformément à l'article 43quinquies. Jusqu'au moment où des officiers en nombre suffisant auront ainsi justifié de leur connaissance de la langue allemande, une déclaration par laquelle un officier affirme, de la manière à déterminer par le Roi, qu'il connaît cette langue pourra suffire'

Aux termes de l'article 46 du Code de procédure pénale militaire, le conseil de guerre est composé d'un officier supérieur président, d'un membre civil, de deux capitaines et d'un lieutenant.

Il ressort des renseignements donnés au Conseil d'Etat que le Gouvernement n'entend pas déroger à cette dernière disposition.

Le projet doit donc être amendé sur ce point, comme il sera proposé ci-après.

Article 30 (article 29 du texte proposé).

Au paragraphe 4 en projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de faire mention du certificat d'études délivré par un jury d'Etat, cette mention ayant été omise par inadvertance.

.../...

Au paragraphe 5 en projet, d'une part, le tribunal de police d'Eupen est omis à tort; d'autre part, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'imposer la connaissance de la langue allemande, non seulement aux greffiers mais aussi aux greffiers chefs de greffe des justices de paix d'Eupen et de Saint-Vith et du tribunal de police d'Eupen.

+

Le paragraphe 5, qui se rapporte aux conditions d'ordre linguistique auxquelles sont subordonnées certaines nominations de greffiers à la Cour d'appel de Liège, aux tribunaux de Verviers et dans certaines justices de paix et aux tribunaux de police de l'arrondissement de Verviers, devrait logiquement précéder le paragraphe 4 qui se rapporte à la justification des connaissances linguistiques exigées.

+

En ce qui concerne le double emploi partiel que fait le présent article avec l'article 52 du projet n° 13.399, on se reportera à l'observation faite dans l'avis sur ce projet.

Article 32 (article 31 du texte proposé).

Dans l'ensemble du projet, l'expression "langue nationale" a été évitée. Il convient de faire de même dans l'article 54bis, alinéa 2, proposé.

.../...

Article 33.

Cette disposition doit être omise.

Elle fait double emploi avec une disposition de même portée contenue dans le projet que le Conseil d'Etat a examiné sous le n° 13.399 (article 37 du projet et article 24 du texte proposé dans cet avis).

+

OBSERVATIONS FINALES.

1. Des modifications de pure terminologie ont été groupées dans deux dispositions qui précèdent la disposition abrogatoire.

2. Le projet ne contient pas d'article relatif à l'entrée en vigueur de ses dispositions. Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, cette omission est involontaire et il y a lieu d'y remédier par l'adjonction d'une disposition inspirée de l'article 53 du projet n° 13.399.

+

\+ +

"CHAPITRE Ier. Emploi des langue devant les juridictions civiles et commerciales de première instance et les tribunaux du travail".

Article 1er.

L'article 1er de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article ler. Devant les juridictions civiles de première instance, les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce, dont le siège est établi dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg, de Namur et dans l'arrondissement de Nivelles, toute la procédure en matière contentieuse est faite en français.

Devant les mêmes juridictions dont le siège est établi dans l'arrondissement de Verviers, devant les justices de paix d'Eupen et de Saint-Vith et le tribunal de police d'Eupen, la procédure est faite conformément aux articles 5 et 6".

Article 2.

L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. Devant les juridictions civiles de première instance, les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce dont le siège est établi dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et dans l'arrondissement de Louvain, toute la procédure en matière contentieuse est faite en néerlandais".

Article 3.

(Comme au projet).

.../...

Article 4.

L'article 5 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 5. § 1er. Devant les justices de paix d'Eupen et de Saint-Vith et le tribunal de police d'Eupen, la procédure en matière contentieuse est faite en allemand.

§ 2. Devant le tribunal de première instance et le tribunal de commerce de Verviers, l'acte introductif d'instance est rédigé en français ou en allemand, selon que le défendeur est domicilié dans une commune de la région de langue française ou dans une commune de la région de langue allemande sise dans l'arrondissement judiciaire de Verviers.

L'acte est rédigé en français ou en allemand, au choix du demandeur, lorsque le défendeur n'est pas domicilié dans l'arrondissement. Dans ce cas, la procédure est poursuivie dans la langue de l'acte introductif d'instance, à moins que le défendeur ne demande avant toute défense et toute exception, même d'incompétence, que la procédure soit poursuivie dans l'autre langue.

§ 3. Au tribunal du travail de Verviers, la procédure est faite en français devant la section de ce tribunal siégeant à Verviers; en allemand devant la section siégeant à Eupen; en français ou en allemand devant la section siégeant à Malmédy, selon respectivement que la compétence territoriale est déterminée par un lieu sis dans la région de langue française ou dans la région de langue allemande.

§ 4. La demande visée au paragraphe 2, alinéa 2, est faite oralement par le défendeur comparaissant en personne; elle doit être écrite et signée par le défendeur lui-même lorsque celui-ci comparaît par mandataire; elle reste annexée au jugement

Article 5.

A l'article 6 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

"1° un paragraphe 2 rédigé comme suit est inséré entre le paragraphe 1er et le paragraphe 2 :

"§ 2. (comme aux alinéas 3, 4 et 5 du paragraphe 1er du projet)".

2° Au paragraphe 2, qui devient le paragraphe 3, la référence "des articles 4 et 5" est remplacée par la suivante : "des articles 4 et 5, § 2, alinéa 2".

Article 6.

1° L'article 7, § 1er, de la même loi, est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 1er. Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en néerlandais ou en allemand devant les juridictions indiquées à l'article 1er, alinéa 1er, ou en français ou en allemand devant les juridictions indiquées aux articles 2 et 3, la cause est renvoyée à la juridiction de même ordre la plus proche située dans une autre région linguistique ou à la juridiction de même ordre de cette autre région, désignée par le choix commun des parties.

Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en allemand devant les juridictions indiquées à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, la cause est renvoyée à une juridiction de même ordre de l'arrondissement de Verviers.

.../...

Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en néerlandais ou en français devant les justices de paix d'Eupen ou de Saint-Vith, le tribunal de police d'Eupen et devant la section du tribunal du travail de Verviers siègeant à Eupen, la cause est renvoyée à la juridiction de même ordre la plus proche située dans une autre région linguistique ou à la juridiction de même ordre de cette autre région, désignée par le choix commun des parties.

Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en néerlandais devant le tribunal de première instance et le tribunal de commerce de Verviers ou devant les sections du tribunal du travail siégeant à Verviers, Eupen ou Malmédy, la cause est renvoyée à la juridiction de même ordre la plus proche située dans la région de langue néerlandaise ou à la juridiction de même ordre de cette autre région, désignée par le choix commun des parties.

Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en allemand devant la section du tribunal du travail de Verviers siégeant à Verviers, la cause est renvoyée à la section de ce tribunal siégeant à Eupen.

Lorsque les parties demandent de commun accord que la procédure soit poursuivie en français ou en allemand devant le tribunal de première instance et le tribunal de commerce de Verviers et devant la section du tribunal du travail de Verviers siègeant à Malmédy, elle est poursuivie devant ce même tribunal dans la langue demandée.

La demande doit être faite par le demandeur dans l'acte introductif d'instance. Elle peut aussi l'être par le défendeur. Les deux parties doivent toutefois se déclarer d'accord avant toute défense et toute exception, même d'incompétence.

.../...

2° Au paragraphe 1er bis du même article, les mots "à l'article 1er" sont remplacés par les mots "à l'article premier, alinéa 1er".

Article 7.

(Comme au projet).

Article 8.

(Comme au projet).

Article 9.

L'article 17, alinéas 2 et 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Devant le tribunal correctionnel de Verviers, la procédure est faite en français ou en allemand selon que l'inculpé est domicilié dans une commune de la région de langue française ou dans une commune de la région de langue allemande".

Article 10.

L'article 18 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 18. § 1er. Devant les conseils de guerre, la procédure est faite en français ou en néerlandais selon que le prévenu a fait choix de l'une ou de l'autre de ces langues.

.../...

Toutefois, le prévenu qui est domicilié ou né dans une commune de la région de langue allemande ou qui appartient à une unité belge d'expression allemande, peut faire choix de cette langue.

Dès son premier interrogatoire, l'inculpé est invité par le président de la commission judiciaire à déclarer dans quelle langue il veut que la procédure se fasse. Dans le procès-verbal de cet interrogatoire, il lui est donné acte de sa réponse. Celle-ci a un caractère définitif.

Si l'affaire est portée directement à l'audience par le Ministère public, le prévenu est invité par le président du conseil de guerre, dès l'ouverture des débats, à exprimer son choix. Sa réponse est mentionnée au plumitif. Elle a un caractère définitif.

Dans le cas où l'intéressé ne comprend pas la langue dont il demande l'emploi ou s'il s'abstient de faire choix d'une langue, la commission judiciaire ou le conseil de guerre constate le fait au procès-verbal de l'interrogatoire ou au plumitif et désigne par décision motivée, la langue dont il sera fait usage.

§ 2. Lorsque plusieurs inculpés impliqués dans la même affaire choisissent des langues différentes pour la procédure, les actes de poursuite et d'instruction sont, selon les besoins de la cause, accomplis dans l'une ou l'autre de ces langues.

Lorsque devant le conseil de guerre plusieurs prévenus sont impliqués dans la même affaire et que tous n'ont pas choisi la même langue pour la procédure, il est fait usage de la langue choisie par la majorité des prévenus. En cas de parité, le conseil de guerre désigne, selon les besoins de la cause, par décision motivée, la langue dans laquelle la procédure sera faite.

.../...

§ 3. Les décisions du conseil de guerre visées au paragraphe 1er, alinéa 4, et au paragraphe 2, alinéa 2, ne sont susceptibles ni d'opposition ni d'appel.

§ 4. Les dispositions des paragraphes 1er, 2 et 3 sont applicables à la Cour militaire statuant en premier et dernier ressort ainsi qu'à la commission judiciaire près cette cour".

Article 11.

(Comme au projet).

Article 12.

A l'article 22 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots "ou l'allemand" et "ou allemande" sont insérés respectivement entre les mots "le néerlandais" et "peut" et entre les mots "néerlandaise" et "des procès-verbaux".

2° A l'alinéa 2, les mots "ou l'allemand" et "ou allemande" sont insérés respectivement entre les mots "le français" et "peut" et les mots "traduction française" et "des prédites pièces".

3° La disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3 :

"Tout inculpé qui ne comprend que le français ou le néerlandais peut demander que soit jointe au dossier une traduction française ou néerlandaise des susdites pièces rédigées en allemand".

.../...

4° A l'alinéa 3 du texte actuel, les mots "du conseil de guerre" sont insérés entre les mots "tribunal de police" et "du tribunal correctionnel"; le mot "ou" est supprimé.

5° Le même alinéa 3 est complété comme suit : "ou de la Cour militaire jugeant en premier et dernier ressort".

Article 13.

(Comme au projet en écrivant, au dernier alinéa du texte français, "la langue demandée par le prévenu" au lieu de "la langue désirée par le prévenu".

Article 14.

A l'article 25 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "article 1er" sont remplacés par les mots "article 1er, alinéa 1er";

2° la disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3 :

"Devant la Cour d'appel de Liège, la procédure est faite en allemand lorsque l'inculpé exerce des fonctions près l'une des juridictions d'Eupen ou de Saint-Vith ou a sa résidence légale dans le ressort de ces juridictions. Si l'inculpé exerce des fonctions auprès d'une autre juridiction de l'arrondissement de Verviers, la procédure devant la Cour d'appel est faite en français ou en allemand selon la langue dont l'inculpé a fait usage ou a demandé de pouvoir faire usage pour ses déclarations au cours de l'information".

3° l'alinéa 3 est abrogé.

.../...

Article 15.

(Voir l'observation générale n° II).

Article 16.

(Comme au projet).

Article 17.

(Comme au projet).

Article 18.

L'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 1er octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 28. ... (la suite comme au projet)".

Article 19.

L'article 29 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Si la décision cassée a été rendue en allemand, la procédure devant la juridiction de renvoi est faite dans la langue de cette juridiction ... (la suite comme au projet)".

Article 20.

L'article 30, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 30. Devant les juridictions civiles et commerciales et les juridictions du travail, les parties comparaissant en personne ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 21 (article 22 du projet).

L'article 36, alinéa 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"Il est fait usage pour les plaidoiries de la langue de la procédure. Toutefois, le juge peut, à la demande d'une partie ... (la suite comme au projet).

Article 22 (article 23 du projet).

L'article 37, alinéa 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque la procédure devant la Cour d'appel de Liège est faite en allemand et que les magistrats du siège ne justifient pas tous de la connaissance de cette langue, il est fait, par dérogation à l'article 60, § 3, appel à un traducteur juré. La délibération peut avoir lieu en français".

Article 23 (article 24 du projet).

A l'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots "la loi du 28 juin 1932" sont remplacés par les mots "les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966".

.../...

2° A l'alinéa 2, les mots "l'article 222 de la loi du 18 juin 1869" sont remplacés par les mots "l'article 351 du Code judiciaire".

Article 24 (article 25 du projet).

(comme au projet).

Article 25 (article 26 du projet).

Dans l'article 43bis de la même loi, y inséré par la loi du 10 octobre 1967, le paragraphe 1er, modifié par la loi du 26 juin 1974, est complété par la disposition suivante :

"Si au moment ... (la suite comme au projet)...".

Article 26 (article 27 du projet).

Dans l'article 43ter de la même loi, y inséré par la loi du 10 octobre 1967, le paragraphe 1er, alinéa 2, modifié par la loi du 26 juin 1974, est remplacé par la disposition suivante :

"En outre, à la Cour du travail de Liège... (la suite comme au projet) ...".

Article 27 (article 28 du projet).

L'article 46, alinéa 1er, de la même loi,

.../...

modifié par la loi du 15 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Dans l'arrondissement judiciaire de Verviers, un vice-président et quatre juges au tribunal de première instance et ... trois juges consulaires au tribunal de commerce, doivent justifier de la connaissance de la langue allemande. Il en est de même des juges de paix des cantons judiciaires d'Eupen et de Saint-Vith ainsi que du juge de police d'Eupen".

Article 28 (article 29 du projet).

A l'article 49 de la même loi, modifié par la loi du 2 juillet 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. ... (comme au projet) ...";

2° au paragraphe 2, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Nul ne peut être ... (comme au projet) ...";

3° au même paragraphe 2, alinéa 2, les mots "doivent connaître la langue allemande" sont remplacés par les mots "doivent justifier de la connaissance de la langue allemande";

.../...

4° au même paragraphe 2, l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante qui devient le paragraphe 4 :

"§ 4. La justification, par les magistrats visés aux paragraphes précédents, de la connaissance de la langue autre que celle dans laquelle ont été subis les examens de licence en droit, est faite conformément à l'article 43 quinquies.";

5° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. ... (comme au projet)";

6° le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante qui devient le paragraphe 5 :

"§ 5. Les membres militaires ... (comme au projet) ... :

1°) réussi l'épreuve de connaissance approfondie organisée conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2°) ... ;
... (la suite comme au projet)";

7° le paragraphe 5 est remplacé par la disposition suivante qui devient le paragraphe 7 :

"§ 7. (comme au projet)";

.../...

8° un paragraphe 6 rédigé comme suit est inséré entre les paragraphes 4 et 5 du texte en vigueur :

"§ 6. ... (comme au projet, en insérant les mots "l'officier supérieur et" après les mots "ou d'un conseil de guerre")";

9° un paragraphe 8 et un paragraphe 9 rédigés comme suit sont ajoutés :

"§ 8. (comme au projet)".

"§ 9. (comme au projet)".

Article 29 (article 30 du projet).

A l'article 53 de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1957, 9 août 1963 et 15 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1) le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles :

a) nul ne peut être nommé à la fonction de greffier s'il ne justifie de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Toutefois, dans les cantons judiciaires composés exclusivement de communes de la région de

.../...

langue néerlandaise, sises en dehors de l'agglomération bruxelloise, la connaissance de la langue néerlandaise seule est exigée.

b) au tribunal de première instance, au tribunal du travail ou au tribunal de commerce, nul ne peut être nommé greffier en chef ou greffier chef de service, s'il ne justifie de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Un tiers des greffiers au moins doit être en possession d'un diplôme délivré en langue française et un tiers, d'un diplôme délivré en langue néerlandaise.

Un sixième au plus des emplois de greffier peut être attribué à des greffiers qui ont justifié uniquement de la connaissance de la langue française et un sixième au plus à des greffiers qui ont justifié uniquement de la connaissance de la langue néerlandaise.

c) à la Cour d'appel de Bruxelles, la moitié du nombre des greffiers doit justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Un quart du nombre de ces greffiers doit justifier de la connaissance de la langue française et un quart de la connaissance de la langue néerlandaise.

2) Le paragraphe 4, qui devient le paragraphe 6, est

.../...

remplacé par la disposition suivante :

"§ 6. La connaissance de la langue française, de la langue néerlandaise ou de la langue allemande se justifie par la production d'un certificat d'études émanant soit d'un établissement d'enseignement soumis à la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, soit d'un jury d'Etat.

A défaut de la production d'un certificat d'études, la connaissance de l'une de ces langues est justifiée par un examen. Un arrêté royal fixe la matière de cet examen ainsi que la composition et le fonctionnement du jury. L'examen comprend une épreuve orale et une épreuve écrite".

3) Le paragraphe 5 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 5. Un greffier de la Cour d'appel et un greffier de la Cour du travail de Liège, un greffier du tribunal de première instance, un greffier du tribunal du travail et un greffier du tribunal de commerce de Verviers, ainsi que les greffiers chefs de greffe et les greffiers des justices de paix d'Eupen et de Saint-Vith et du tribunal de police d'Eupen doivent justifier de la connaissance de la langue allemande".

4) Le paragraphe 6, modifié par la loi du 9 août 1963, devient le paragraphe 4.

.../...

Article 30 (article 31 du projet).

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 54 de la même loi, modifié par la loi du 20 décembre 1957 :

1° au paragraphe 1er, alinéa 2, et au paragraphe 2, les mots "soit conformément au paragraphe 4 de l'article 53" sont remplacés par les mots "soit conformément au paragraphe 6 de l'article 53";

2° le paragraphe 2 est complété par la disposition suivante :

"Dans les juridictions militaires, deux greffiers au moins doivent justifier, en outre, de la connaissance de la langue allemande de la manière prévue à l'alinéa 1er".

Article 31 (article 32 du projet).

L'article 54bis de la même loi y inséré par la loi du 20 décembre 1957, est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, les rédacteurs et employés justifient de la connaissance d'une deuxième langue de la manière fixée par arrêté royal".

Article 32 (nouveau).

Dans la même loi, les modifications suivantes

.../...

sont apportées aux articles ci-après :

1° aux articles 4, § 1er, alinéa 1er, modifié par la loi du 10 octobre 1967, 6, § 1er, alinéa 1er, et 16, § 1er, alinéa 1er, les mots "une commune wallonne" et"une commune flamande" sont remplacés respectivement par les mots "la région de langue française" et "la région de langue néerlandaise";

2° à l'article 11, alinéa 1er, les mots "les communes wallonnes" et "les communes flamandes" sont remplacés respectivement par les mots "la région de langue française" et "la région de langue néerlandaise";

3° aux articles 15, alinéa 1er, et 43, § 12, les mots "de communes flamandes sises en dehors de l'agglomération bruxelloise" sont remplacés par les mots "de communes de la région de langue néerlandaise";

4° à l'article 38, alinéas 1er et 2, modifié par la loi du 10 octobre 1967, les mots "une commune wallonne, autre qu'une commune de l'agglomération bruxelloise" et les mots "une commune flamande, autre qu'une commune de l'agglomération bruxelloise" sont remplacés respectivement par les mots "la région de langue française" et "la région de langue néerlandaise";

5° au même article 38, alinéa 3, les mots "une commune de langue allemande" sont remplacés par les mots "la région de langue allemande";

6° au même article 38, alinéa 4, les mots "dans une

.../...

commune wallonne ou dans une commune flamande" sont remplacés par les mots "dans la région de langue française ou dans la région de langue néerlandaise".

Article 33 (nouveau).

Dans la même loi, les modifications suivantes sont apportées aux articles ci-après :

1° à l'article 27bis, §§ 1er et 2, y inséré par la loi du 20 juin 1953, les mots "dans une des deux langues nationales ou en allemand" sont remplacés par les mots "en français, en néerlandais ou en allemand";

2° à l'article 35, alinéa 3, les mots "dans l'autre langue nationale" sont remplacés par les mots : "en français, en néerlandais ou en allemand";

3° à l'article 43, § 5, alinéa 1er, modifié par la loi du 10 octobre 1967, à l'article 43, § 12, alinéa 2, à l'article 43bis, § 3, alinéa 3,et § 4, y inséré par la loi du 10 octobre 1967 et modifié par la loi du 26 juin 1974, à l'article 43ter, § 3, alinéa 2, y inséré par la loi du 10 octobre 1967, à l'article 43ter, alinéa 3, y inséré par la loi du 10 octobre 1967, à l'article 49, § 2, alinéas 2 et 4,modifié par la loi du 2 juillet 1969, à l'article 54, § 1er, alinéa 1er,et § 2, modifié par la loi du 20 décembre 1957, les mots "des deux langues nationales" sont remplacés par les mots "de la langue française et de la langue néerlandaise";

4° à l'article 43 quinquies, alinéa 1er, y inséré par la loi du 28 juin 1974, le mot "nationale" est supprimé;

5° à l'article 45, § 1er, alinéas 2 et 3, modifié par la loi du 10 octobre 1967, les mots "d'une des deux langues nationales" sont remplacés par les mots "de la langue française ou de la langue néerlandaise".

Article 34 (article 34 du projet).

L'article 47, l'article 60, § 2, et l'article 66 sont abrogés.

Article 35 (nouveau).

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le Roi.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp bevat in hoofdzaak :

- wijzigingen van bepalingen uit de wet van 15 juni 1935 die betrekking hebben op het gebruik van het Duits voor verscheidene gerechten;

- wijzigingen van bepalingen uit dezelfde wet die betrekking hebben op de taalkennis van sommige leden van de rechterlijke orde.

Het bevat ook vormwijzigingen. Voor een deel zijn die verantwoord vanuit het doel zelf van het ontwerp. Het gaat dan om aanpassing van de terminologie, met name :

- overeenstemming van de wet van 15 juni 1935 met de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;

- weglating van het begrip "beide landstalen".

Die terminologische wijzigingen moeten niet alleen in de door het ontwerp gewijzigde maar ook in de andere bepalingen worden aangebracht. Aan het slot van dit advies worden in die zin teksten voorgesteld in twee nieuwe artikelen. De bepalingen van het ontwerp die alleen strekken tot aanpassing van de terminologie, zijn in die twee artikelen samengebracht.

In het ontwerp staan ook bepalingen die :

- een aantal teksten van de wet van 15 juni 1935 ongewijzigd overnemen. Zij worden in de voorgestelde teksten achterwege gelaten;

.../...

- louter vormwijzigingen zijn zonder enig verband met het doel van het ontwerp. Ook deze bepalingen, behalve voor zover zij de wet van 15 juni 1935 aan het Gerechtelijk Wetboek aanpassen, worden weggelaten om te voorkomen dat geraakt wordt aan oude teksten met een vaste betekenis die niet ter discussie staat.

Voor sommige wijzigingsbepalingen, namelijk voor die welke slechts lichte wijzigingen bedoelen aan te brengen in een aantal teksten uit de wet van 15 juni 1935, geeft de Raad de voorkeur aan het procédé van de invoeging boven het overnemen van de hele tekst.

II. Artikel 26 van de wet van 15 juni 1935 - te wijzigen door artikel 15 van het ontwerp - heeft tot enig doel een regeling te treffen voor het verwijzen van de zaak "naar de meest nabije rechtbank van dezelfde rang" in een ander taalgebied, "wanneer de rechtbanken van eerste aanleg, waarvan de zetel gevestigd is in de provincies en in het arrondissement in artikel 1 (respectievelijk in artikel 2) aangeduid, in beroep kennis nemen van in het Nederlands (respectievelijk in het Frans) gestelde scheidsrechterlijke vonnissen". Dat artikel 26 staat dan ook in "Hoofdstuk III. Gebruik der talen voor de rechtsmachten in hoger beroep".

De in dat artikel gestelde regel was weliswaar niet van toepassing op in het Duits gewezen scheidsrechterlijke beslissingen (L. LINDEMANS, Taalgebruik in gerechtszaken, uitg. 1973, nr. 240). Maar alle bepalingen ervan zijn onwerkzaam geworden. Het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering stond immers nog steeds hoger beroep toe tegen scheidsrechterlijke uit-

.../...

spraken (bij de rechtbank van eerste aanleg voor geschillen die tot de bevoegdheid van de vrederechter behoorden), ongeacht het bedrag van het geschil (artikel 1010 en 1023; BERNARD, "L'arbitrage volontaire en droit privé", 1937, nr. 644, blz. 370). Maar, zoals de memorie van toelichting constateert, de wet van 4 juli 1972 die in het Gerechtelijk Wetboek een zesde deel heeft ingevoegd (artikelen 1676 tot 1723), heeft iedere mogelijkheid om hoger beroep tegen een scheidsrechterlijke uitspraak (anders dan voor scheidsrechters, op grond van een compromis : cfr. artikel 1718) afgeschaft. Over die afschaffing is er geen enkele betwisting (DERMINE, "L'arbitrage commercial en Belgique", Larcier, 1975, blz. 64; LINSMEAU en VAN GELDER, "La nouvelle loi sur l'arbitrage volontaire", Journal des Tribunaux 1973, blz. 215, kol. 1 en 2; Guy KEUTGEN en Marcel HUYS, "L'arbitrage (1950 à 1975)", Journal des Tribunaux 1976, 62, nrs 75 en 79; Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1970-1971, 988, nr. 1, blz. 26).

Het is begrijpelijk dat, vóór die wet, voor de "rechtscolleges in hoger beroep" krachtens het aangehaalde artikel 24 de taal van de uitspraak werd gebruikt (KEUTGEN en HUYS, op. cit. nr. 80 en verwijzingen, o.m. Brussel 1 februari 1971, Pas. 1971, II, 151; L. LINDEMANS, op. cit. nr. 233). Daarom paste het dat artikel 26 voorzag in verwijzing van de zaak door de rechtbanken van eerste aanleg waarbij een echt beroep tegen een scheidsrechterlijke uitspraak aanhangig was gemaakt. Sedert de wet van 1972 echter kan het in artikel 26 bedoelde geval zich niet meer voordoen. Wat de vordering tot vernietiging van de scheidsrechterlijke uitspraak (artikelen 1704 en volgende Gerechtelijk Wetboek) - het enige rechtsmiddel tegen de uitspraak waarin de wet nog voorziet - en de vordering tot uit-

.../...

voerbaarverklaring betreft, deze blijven onderworpen aan het gemeen recht volgens hetwelk de vordering wordt ingesteld in de taal van de rechtbank voor welke de zaak wordt gebracht (KEUTGEN en HUYS,op. cit., nr. 80; LINDEMANS, op. cit. nr. 270), met de mogelijkheden tot verwijzing waarin is voorzien door artikel 7, § 1, van de wet van 1935, welke mogelijkheden worden aangevuld door artikel 6 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 15 geeft derhalve aan artikel 26 een plaats waarop het niet meer thuishoort en een inhoud die overbodig lijkt. Dat is ook zo wat de vorderingen betreft die sedert de wet van 1972 ter kennisneming van de rechtbank van eerste aanleg staan en die in de memorie van toelichting worden aangehaald : wraking van scheidslieden, beslissing van onbevoegdheid van het scheidsgerecht, verzet tegen het bevel tot uitvoerbaarverklaring van een uitspraak (behalve het door artikel 1718, eerste lid, van het hof van beroep opgedragen geval). In zo'n geval biedt het gemeen recht een uitweg.

De bepaling zou dus moeten vervallen. Zou zij toch nog van nut zijn in gevallen welke de Raad van State mochten zijn ontgaan, dan zou wat van haar inhoud overblijft moeten worden ingevoegd in een hoofdstuk I van de wet, bij voorkeur na artikel 7bis.

Artikel 26 zou dus blijven gelden voor de zeldzame gevallen waarin een door het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering geregeld hoger beroep nog mogelijk zou zijn.

Subsidiair is een opmerking te maken over de in het ontwerp gebruikte wending "Wanneer de rechtbanken ... kennis nemen van arbitrage met rechtspleging in het Nederlands (of in het Frans of in het Duits)". Algemeen wordt aangenomen dat de

.../...

taalwet geen toepassing vindt op de arbitrage-rechtspleging en dat partijen volkomen vrij zijn om in het compromis de taal van het geding en die van de uitspraak te bepalen (LINDEMANS, op. cit. nr. 57; BERNARD, op. cit. nr. 497, blz. 293). Het zou dus kunnen dat de voor de rechtspleging gekozen taal niet die van de uitspraak is. Daar sommige geschillen voor de rechtbank zouden kunnen worden gebracht vooraleer de uitspraak is gewezen (bijvoorbeeld bij een wrakingsprocedure), lijkt het verkieslijk de voor de rechtspleging bepaalde taal te kiezen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Hierna zal een volledige tekst worden voorgesteld. Bij de daarin verwerkte vormwijzigingen is geen andere commentaar nodig dan in de algemene opmerking nr. I hiervoren is gegeven.

Bij de overige wijzigingen is het volgende op te merken :

HOOFDSTUK I.

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp vullen de artikelen 1 en 2 van de wet van 15 juni 1935 aan door ook de arbeidsrechtbanken te vermelden. In dezelfde zin moet ook het opschrift van hoofdstuk I van de genoemde wet worden aangevuld.

Artikel 1.

Terwille van de overeenstemming met het ontwerp nr. 13.399 behoort de politierechtbank van Eupen te worden toegevoegd aan de gerechten opgesomd in het tweede lid van het ontworpen artikel 1.

.../...

Er is overigens tussen beide ontwerpen een overlapping welke de Regering dient weg te werken.

Artikel 5.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is het tweede lid van paragraaf 1 van het huidige artikel 6, betreffende het geval van de verweerder die geen bekende woonplaats heeft, bij vergissing weggevallen.

Het wordt weer opgenomen in de hierna voorgestelde tekst.

Artikel 9.

Het eerste lid van het ontworpen artikel 17 doubleert met artikel 47 van het ontwerp nr. 13.399. Het wordt dan ook niet overgenomen in de hierna voorgestelde tekst.

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers om één van beide ontwerpen zo te wijzigen dat de bewuste bepaling een definitieve plaats krijgt.

Hoe dan ook, de opheffingsbepaling van het tweede lid, in het ontwerp nr. 13.399, kan daarin niet gehandhaafd blijven, tenzij zij vóór het hier besproken artikel in werking treedt.

Artikel 10.

Dit artikel brengt, met enige wijziging, onder artikel 18 van de wet van 15 juni 1935 bijeen de bepalingen betreffende de militaire gerechten die thans in de artikelen 18, 21 en 25 van die wet staan.

.../...

Artikel 21.

Met inachtneming van de eerste algemene opmerking kan dit artikel vervallen. De enige wijziging welke het in artikel 35, derde lid, van de wet aanbrengt, wordt overgenomen in artikel 33, 2°, van de voorgestelde tekst.

Artikel 22 (artikel 21 in de voorgestelde tekst).

Het eerste gedeelte van dit artikel kon beter worden geredigeerd zoals hierna wordt voorgesteld.

De laatste volzin van het eerste lid (in de Nederlandse tekst) en de twee leden van het ontworpen artikel 36 zijn slechts een herhaling - in een enigszins andere vorm - van de thans geldende bepalingen. Zij kunnen dan ook vervallen.

Artikel 28 (artikel 27 van de voorgestelde tekst).

Het hiernavolgende tekstvoorstel wordt gedaan onder voorbehoud van de opmerkingen welke de Raad bij artikel 51 van het ontwerp nr. 13.399 heeft gemaakt in zijn desbetreffend advies.

De Regering behoort de doublure van beide bepalingen tot wijziging van artikel 46, eerste lid, van de wet weg te werken en de inhoud van die bepalingen een te maken.

Artikel 29 (artikel 28 in de voorgestelde tekst).

In paragraaf 5 moet "leden" worden gelezen in plaats van "raadsheren", overeenkomstig artikel 105 van het Wetboek van militaire strafrechtspleging.

Paragraaf 6 van het ontworpen artikel 49 bepaalt :

"§ 6. De officieren die zitting hebben in een Duitstalige kamer van het Militair Gerechtshof of van een krijgsraad moeten het bewijs leveren van de kennis van het Duits, op een van de in paragraaf 5 bepaalde wijzen, of door te slagen voor een examen georganiseerd overeenkomstig artikel 43quinquies. Tot op het ogenblik dat een voldoende aantal officieren op die wijze het bewijs van de kennis van het Duits heeft geleverd, volstaat een door de officier, op de door de Koning te bepalen wijze afgelegde verklaring waarbij hij bevestigd dat hij die taal kent".

Luidens artikel 46 van het Wetboek van militaire strafrechtspleging is de krijgsraad samengesteld uit een hoofdofficier die voorzitter is, een burgerlijk lid, twee kapiteins en een luitenant.

Uit aan de Raad verstrekte inlichtingen blijkt dat de Regering niet bedoelt van die bepaling af te wijken.

Het ontwerp moet derhalve op dat punt worden gewijzigd zoals hierna wordt voorgesteld.

Artikel 30 (artikel 29 in de voorgestelde tekst).

In de ontworpen paragraaf 4 behoort - de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens - melding te worden gemaakt van

.../...

het getuigschrift van genoten onderwijs, afgegeven door een examencommissie van de Staat; deze vermelding werd over het hoofd gezien.

In de ontworpen paragraaf 5 is de politierechtbank te Eupen ten onrechte niet vermeld; vervolgens is de gemachtigde ambtenaar het ermee eens dat de kennis van het Duits moet worden geëist, niet alleen van de griffiers, maar ook van de griffiers-hoofden van de griffie van de vredegerechten te Eupen en te Sankt-Vith en van de politierechtbank te Eupen.

+

Paragraaf 5, die betrekking heeft op de taaleisen waaraan moet worden voldaan voor bepaalde griffiersbenoemingen bij het Hof van beroep te Luik, bij de rechtbanken te Verviers en bij sommige vredegerechten en politierechtbanken van het arrondissement Verviers, zou logischerwijs moeten komen vóór paragraaf 4, die betrekking heeft op het bewijs van de vereiste taalkennis.

+

Wat de gedeeltelijke doublure van dit artikel met artikel 52 van het ontwerp nr. 13.399 betreft, moge worden verwezen naar de opmerking in het advies over dat ontwerp.

Artikel 32 (artikel 31 in de voorgestelde tekst).

Overal in het ontwerp is het gebruik van de term "landstaal" vermeden. Men gebruike hem dus ook niet in het ontworpen artikel 54bis, tweede lid.

.../...

Artikel 33.

Deze bepaling moet vervallen.

Zij vormt een doublure met een bepaling met dezelfde strekking in het ontwerp dat de Raad van State heeft onderzocht onder nr. 13.399 (artikel 37 van het ontwerp en artikel 24 van de in dat advies voorgestelde tekst).

+

SLOTOPMERKINGEN.

1. Zuiver terminologische opmerkingen zijn samengebracht in twee bepalingen die aan de opheffingsbepaling voorafgaan.

2. Het ontwerp bevat geen artikel betreffende de inwerkingtreding van zijn bepalingen. Naar aan de Raad van State is verklaard, is dit vergeten. In de leemte dient te worden voorzien door toevoeging van een bepaling in de zin van artikel 53 van het ontwerp nr. 13.399.

+

\+ +

"HOOFDSTUK I. Gebruik van de talen voor de burgerlijke rechtbanken en rechtbanken van koophandel van eerste aanleg en voor de arbeidsrechtbanken".

Artikel 1.

Artikel 1 van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 1. Voor de burgerlijke rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel, waarvan de zetel gevestigd is in de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen en in het arrondissement Nijvel, wordt de rechtspleging in betwiste zaken geheel in het Frans gevoerd.

Voor dezelfde rechtbanken waarvan de zetel gevestigd is in het arrondissement Verviers, voor de vredegerechten te Eupen en te Sankt-Vith en voor de politierechtbank te Eupen wordt de rechtspleging gevoerd overeenkomstig de artikelen 5 en 6".

Artikel 2.

Artikel 2 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. Voor de burgerlijke rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel, waarvan de zetel gevestigd is in de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen en in het arrondissement Leuven, wordt de rechtspleging in betwiste zaken geheel in het Nederlands gevoerd".

Artikel 3.

(Zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 4.

Artikel 5 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 5. § 1. Voor de vredegerechten te Eupen en te Sankt-Vith en voor de politierechtbank te Eupen wordt de rechtspleging in betwiste zaken geheel in het Duits gevoerd.

§ 2. Voor de rechtbank van eerste aanleg en de rechtbank van koophandel te Verviers wordt de akte tot inleiding van het geding in het Frans of in het Duits gesteld, naargelang de verweerder zijn woonplaats heeft in een gemeente van het Franse of in een gemeente van het Duitse taalgebied, gelegen in het gerechtelijk arrondissement Verviers.

Zij wordt in het Frans of in het Duits gesteld, naar keuze van de eiser, wanneer de verweerder zijn woonplaats niet in het arrondissement heeft. In dat geval wordt de rechtspleging voortgezet in de taal van de akte tot inleiding van het geding, tenzij de verweerder voor alle verweer en exceptie, ook van onbevoegdheid, vraagt dat de rechtspleging in de andere taal wordt voortgezet.

§ 3. In de arbeidsrechtbank te Verviers wordt de rechtspleging in het Frans gevoerd voor de afdeling van die rechtbank die zitting houdt te Verviers; in het Duits voor de afdeling die zitting houdt te Eupen; in het Frans of in het Duits voor de afdeling die zitting houdt te Malmedy naargelang de territoriale bevoegdheid onderscheidenlijk door een in het Franse of een in het Duitse taalgebied gelegen plaats wordt bepaald.

.../...

§ 4. De aanvraag bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, wordt mondeling gedaan door de verweerder die in persoon verschijnt; zij moet door de verweerder zelf geschreven en ondertekend zijn als hij bij gemachtigde verschijnt; zij blijft aan het vonnis gehecht".

Artikel 5.

In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen paragraaf 1 en paragraaf 2 wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2 (zoals in het derde, het vierde en het vijfde lid van paragraaf 1 van het ontwerp)".

2° in paragraaf 2, die paragraaf 3 wordt, wordt de verwijzing naar "de artikelen 4 en 5" door de verwijzing naar "de artikelen 4 en 5, § 2, tweede lid" vervangen.

Artikel 6.

1° Artikel 7, § 1, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 1. Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Nederlands of het Duits voor de in het artikel 1, eerste lid, genoemde gerechten, of in het Frans of het Duits voor de in de artikelen 2 en 3 genoemde gerechten, wordt de zaak verwezen naar het ge-

.../...

recht van dezelfde rang, in een ander taalgebied, dat het meest nabij is of door de partijen gezamenlijk wordt gekozen.

Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Duits voor de in artikel 4, § 1, eerste lid, genoemde gerechten, wordt de zaak verwezen naar een gerecht van dezelfde rang in het arrondissement Verviers.

Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Nederlands of het Frans voor de vredegerechten te Eupen en te Sankt-Vith, voor de politierechtbank te Eupen en voor de afdeling van de arbeidsrechtbank te Verviers die zitting houdt te Eupen, wordt de zaak verwezen naar het gerecht van dezelfde rang, in een ander taalgebied, dat het meest nabij is of door de partijen gezamenlijk wordt gekozen.

Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Nederlands voor de rechtbank van eerste aanleg en de rechtbank van koophandel te Verviers of voor de afdelingen van de arbeidsrechtbank die zitting houden te Verviers, te Eupen of te Malmedy, wordt de zaak verwezen naar het gerecht van dezelfde rang, in het Nederlands taalgebied, dat het meest nabij is of door de partijen gezamenlijk wordt gekozen.

Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Duits voor de afdeling van de arbeidsrechtbank te Verviers die zitting houdt te Verviers, wordt de zaak verwezen naar de afdeling van die rechtbank die zitting houdt te Eupen.

Wanneer de partijen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in het Frans of het Duits voor de rechtbank van eerste aanleg en de rechtbank van koophandel te Verviers en voor de afdeling van de arbeidsrechtbank te Verviers die zitting houdt te Malmedy, wordt de rechtspleging voor dezelfde rechtbank voortgezet in de aangevraagde taal.

De aanvraag moet door de eiser gedaan worden in de akte tot inleiding van het geding. Zij kan ook door de verweerder worden gedaan. Beide partijen moeten zich echter vóór alle verweer en exceptie, ook van onbevoegdheid, akkoord verklaren".

2° In paragraaf 1bis van hetzelfde artikel worden de woorden "in het eerste artikel" vervangen door de woorden "in artikel 1, eerste lid".

Artikel 7.

(Zoals in het ontwerp).

Artikel 8.

(Zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 9.

Artikel 17, tweede en derde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor de correctionele rechtbank te Verviers wordt de rechtspleging in het Frans of in het Duits gevoerd, naargelang de verdachte zijn woonplaats heeft in een gemeente van het Franse of in een gemeente van het Duitse taalgebied".

Artikel 10.

Artikel 18 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 18. § 1. Voor de krijgsraden wordt de rechtspleging gevoerd in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de taal die de beklaagde heeft gekozen.

De beklaagde die zijn woonplaats heeft of geboren is in een gemeente van het Duitse taalgebied of die tot een Duitstalige Belgische eenheid behoort, kan echter de Duitse taal kieze

Bij de eerste ondervraging door de voorzitter van de gerechtelijke commissie wordt de verdachte verzocht te verklaren welke taal hij voor de rechtspleging kiest. In het proces-verbaal van die ondervraging wordt hem akte gegeven van zijn antwoord. Dit antwoord geldt als onherroepelijk.

Indien de zaak door het openbaar ministerie rechtstreeks ter terechtzitting is gebracht, moet de beklaagde op verzoek van de voorzitter van de krijgsraad zijn keuze doen bij de opening van de debatten; zijn antwoord wordt in het zittingsblad opgetekend. Het geldt als onherroepelijk.

.../...

Indien de betrokkene de taal waarvan hij het gebruik vraagt niet verstaat, of indien hij geen keuze doet, wordt dit door de gerechtelijke commissie of de krijgsraad vermeld in het proces-verbaal van ondervraging of in het zittingsblad en wordt de te gebruiken taal bij een met redenen omklede beslissing bepaald.

§ 2. Indien verdachten die in dezelfde zaak betrokken zijn, voor de rechtspleging een verschillende taal kiezen, worden de handelingen van vervolging en van onderzoek, naar behoeven in een van die talen verricht.

Indien, voor de krijgsraad, verscheidene beklaagden in dezelfde zaak betrokken zijn en niet allen dezelfde taal hebben gekozen voor de rechtspleging, wordt gebruik gemaakt van de taal die door de meerderheid van de beklaagden is gekozen. Is er geen meerderheid, dan wijst de krijgsraad naar behoeven bij een met redenen omklede beslissing de taal aan waarin de rechtspleging zal worden gevoerd.

§ 3. De beslissingen van de krijgsraad, bedoeld in paragraaf 1, vierde lid, en in paragraaf 2, tweede lid, zijn niet vatbaar voor verzet of hoger beroep.

§ 4. De bepalingen van de paragrafen 2 en 3 zijn van toepassing op het Militair Gerechtshof wanneer het in eerste en enige aanleg uitspraak doet, alsook op de gerechtelijke commissie bij dat hof".

.../...

Artikel 11.

(Zoals in het ontwerp).

Artikel 12.

In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "of Duits" en "of een Duitse" ingevoerd onderscheidenlijk tussen de woorden "Nederlands" en "verstaat" en tussen de woorden "Nederlandse" en "vertaling".

2° In het tweede lid worden de woorden "of Duits" en "of een Duitse" ingevoegd onderscheidenlijk tussen de woorden "Frans" en "verstaat" en tussen de woorden "Franse" en "vertaling".

3° Tussen het tweede, en het derde lid wordt de volgende bepaling ingevoegd :

"Ieder verdachte die alleen Frans of Nederlands verstaat, kan vorderen dat bij zijn dossier een Franse of een Nederlandse vertaling wordt gevoegd van de hiervoren bedoelde stukken die in het Duits gesteld zijn".

4° In het derde lid van de huidige tekst worden de woorden "van de krijgsraad" ingevoegd tussen de woorden "politierechtbank" en "van de correctionele rechtbank"; het woord "of" vervalt.

5° Hetzelfde derde lid wordt aangevuld als volgt : "of van het Militair Gerechtshof dat in eerste en enige aanleg uitspraak doet".

.../...

Artikel 13.

(Zoals in het ontwerp maar men brenge eenheid in de terminologie, enerzijds van het eerste, tweede en derde lid ("taal der rechtspleging"), anderzijds van het vierde lid ("proceduretaal").

Artikel 14.

In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "het eerste artikel" vervangen door "artikel 1, eerste lid";

2° tussen het tweede en het derde lid wordt de volgende bepaling ingevoegd :

"Voor het Hof van beroep te Luik wordt de rechtspleging in het Duits gevoerd, indien de verdachte bij een van de rechtbanken te Eupen of Sankt-Vith een ambt uitoefent of binnen het rechtsgebied van die rechtbanken zijn wettelijke verblijfplaats heeft. Indien de verdachte een ambt uitoefent bij een ander gerecht van het arrondissement Verviers, wordt de rechtspleging voor het Hof van beroep in het Frans of in het Duits gevoerd, naar gelang van de taal die de verdachte voor zijn verklaringen tijdens het vooronderzoek heeft gebruikt of heeft gevraagd te mogen gebruiken".

3° Het derde lid wordt opgeheven.

Artikel 15.

(Zie de algemene opmerking nr. II).

Artikel 16.

(Zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 17.

(Zoals in het ontwerp).

Artikel 18.

Artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28. ...(voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 19.

Artikel 29 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien de vernietigde beslissing in het Duits is gewezen, wordt de rechtspleging voor het gerecht waarnaar de zaak is verwezen, gevoerd in de taal van dat gerecht (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 20.

Artikel 30, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 30. Voor de burgerlijke rechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de arbeidsrechtbanken gebruiken de partijen ...(voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 21 (artikel 22 van het ontwerp

Artikel 36, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Voor de pleidooien wordt de taal van de rechtspleging gebruikt. De rechter kan echter, op verzoek van een partij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 22 (artikel 23 van het ontwerp).

Artikel 37, derde lid van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wanneer voor het Hof van beroep te Luik de rechtspleging in het Duits geschiedt en niet alle magistraten van het College het bewijs van de kennis van het Duits leveren, wordt in afwijking van artikel 60, §3, een beroep gedaan op een beëdigd vertaler. De beraadslaging kan in het Frans geschieden".

Artikel 23 (artikel 24 van het ontwerp).

In artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "de wet van 28 juni 1932" vervangen door de woorden "de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966".

2° In het tweede lid worden de woorden "artikel 222 van de wet van 18 juni 1869" vervangen door de woorden "artikel 351 van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 24 (artikel 25 van het ontwerp)

(Zoals in het ontwerp, maar men leze "... is omschreven in de artikelen 3, 4 en 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966").

.../...

Artikel 25 (artikel 26 van het ontwerp).

In artikel 43bis van dezelfde wet, aldaar ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt paragraaf 1, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1974, met de volgende bepaling aangevuld :

"Wordt op het ogenblik ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 26 (artikel 27 van het ontwerp).

In artikel 43ter van dezelfde wet, aldaar ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt paragraaf 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1974, door de volgende bepaling vervangen :

"In het Arbeidshof te Luik ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 27 (artikel 28 van het ontwerp).

Artikel 46, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In het gerechterlijk arrondissement Verviers moeten een ondervoorzitter en vier rechters in de rechtbank van eerste aanleg en ..... drie rechters in handelszaken in de rechtbank van koophandel het bewijs van de kennis van het Duits leveren. Dit geldt ook voor de vrederechters van de gerechtelijke kantons Eupen en Sankt-Vith alsook voor de politierechter te Eupen".

.../...

Artikel 28 (artikel 29 van het ontwerp).

In artikel 49 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. ... (zoals in het ontwerp) ...".

2° In paragraaf 2 wordt het eerste lid door de volgende bepaling vervangen :

"Niemand kan tot ... (zoals in het ontwerp) ...".

3° In dezelfde paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de Duitse taal kennen" vervangen door "het bewijs van de kennis van het Duits leveren".

4° In dezelfde paragraaf 2 wordt het vijfde lid vervangen door de volgende bepaling, die paragraaf 4 wordt :

"§ 4. De in de vorige paragrafen genoemde magistraten leveren het bewijs van de kennis van de andere taal dan die waarin zij het examen van licentiaat in de rechten hebben afgelegd, op de wijze bepaald in artikel 43 quinquies".

5° Paragraaf 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. ... (zoals in het ontwerp)".

6° Paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende bepaling, die paragraaf 5 wordt :

"§ 5. De militaire leden ... (zoals in het ontwerp ... :

1°) geslaagd zijn voor het examen over de grondige kennis, uitgeschreven overeenkomstig artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

2°) ...
..... (voorts zoals in het ontwerp)".

7° Paragraaf 5 wordt vervangen door de volgende bepaling, die paragraaf 7 wordt :

"§ 7 (zoals in het ontwerp)".

8° Tussen de paragrafen 4 en 5 van de thans geldende tekst wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 6 ... (zoals in het ontwerp, maar de woorden "De hoofdofficier en" moeten worden ingevoegd vóór de woorden "de officieren die zitting hebben)".

9° Aan de tekst worden een paragraaf 8 en een paragraaf 9 toegevoegd als volgt :

"§ 8 (zoals in het ontwerp)".
"§ 9 (zoals in het ontwerp)".

Artikel 29 (artikel 30 van het ontwerp)

In artikel 53 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957, 9 augustus 1963 en 15 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1) paragraaf 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. In het gerechtelijk arrondissement Brussel :

a) kan niemand tot het ambt van griffier worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van het Nederlands en van het Frans;

In de gerechtelijke kantons die uitsluitend bestaan uit gemeenten van het Nederlandse taalgebied, buiten de Brusselse agglomeratie gelegen, is echter alleen de kennis van het Nederlands vereist.

b) bij de rechtbank van eerste aanleg, bij de arbeidsrechtbank of bij de rechtbank van koophandel kan niemand tot hoofdgriffier of tot griffier-hoofd van dienst worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van het Nederlands en van het Frans;

Ten minste een derde van de griffiers moet een in het Nederlands en een derde een in het Frans afgegeven diploma bezitten.

Ten hoogste een zesde van de ambten van griffier kan worden toegewezen aan griffiers die alleen het bewijs van de kennis van het Nederlands, en ten hoogste een zesde aan griffiers die alleen het bewijs van de kennis van het Frans hebben geleverd.

c) bij het Hof van beroep te Brussel moet de helft van het aantal griffiers het bewijs van de kennis van het Nederlands en van het Frans leveren.

Een vierde van de griffiers bij dat Hof moet het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands en een vierde van de kennis van het Frans;

2) paragraaf 4, die paragraaf 6 wordt, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 6. Het bewijs van de kennis van het Nederlands, het Duits of het Frans wordt geleverd door overlegging van een getuigschrift van genoten onderwijs, afgegeven hetzij door een onderwijsinrichting onderworpen aan de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, hetzij door een examencommissie van de Staat.

Wordt geen getuigschrift van genoten onderwijs overgelegd, dan wordt het bewijs van de kennis van een van die talen geleverd door middel van een examen. Een koninklijk besluit bepaalt de stof van dat examen, alsook de samenstelling en de werkwijze van de examencommissie. Het examen bestaat uit een mondeling en een schriftelijk gedeelte";

3) paragraaf 5 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 5. Een griffier bij het Hof van beroep en een griffier bij het Arbeidshof te Luik, een griffier bij de rechtbank van eerste aanleg, een griffier bij de arbeidsrechtbank en een griffier bij de rechtbank van koophandel te Verviers, alsook de griffiers-griffiehoofden en de griffiers bij de vredegerechten te Eupen en te Sankt-Vith en bij de politierechtbank te Eupen moeten het bewijs van de kennis van het Duits leveren";

.../...

4) paragraaf 6, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, wordt paragraaf 4.

Artikel 30 (artikel 31 van het ontwerp).

In artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, en in paragraaf 2, worden de woorden "hetzij overeenkomstig § 4 van artikel 53" vervangen door de woorden "hetzij overeenkomstig paragraaf 6 van artikel 53";

2° paragraaf 2 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Bij de militaire gerechten moeten ten minste twee griffiers daarenboven het bewijs van de kennis van het Duits leveren op de wijze bepaald in het eerste lid".

Artikel 31 (artikel 32 van het ontwerp).

Artikel 54bis van dezelfde wet, aldaar ingevoegd bij de wet van 20 december 1957, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De opstellers en bedienden leveren echter het bewijs van de kennis van een tweede taal op de wijze bepaald bij koninklijk besluit".

Artikel 32 (nieuw).

In dezelfde wet worden in de hierna genoemde artikelen de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de artikelen 4, § 1, eerste lid gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, 6, § 1, eerste lid, en 16, § 1,

.../...

eerste lid, worden de woorden "een Waalse gemeente" en "een Vlaamse gemeente" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "het Franse taalgebied" en "het Nederlandse taalgebied";

2° in artikel 11, eerste lid, worden de woorden "de Waalse gemeenten" en "de Vlaamse gemeenten" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "het Franse taalgebied" en "het Nederlandse taalgebied";

3° in artikel 15, eerste lid, worden de woorden "uit Vlaamse gemeenten buiten de Brusselse agglomeratie gelegen" en in artikel 43, § 12, de woorden "uit Vlaamse buiten de Brusselse agglomeratie gelegen gemeenten" vervangen door de woorden "uit gemeenten van het Nederlandse taalgebied";

4° in artikel 38, eerste en tweede lid, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden "een Waalse gemeente, die niet behoort tot de Brusselse agglomeratie" en de woorden "een Vlaamse gemeente, die niet behoort tot de Brusselse agglomeratie" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "het Franse taalgebied" en "het Nederlandse taalgebied";

5° in hetzelfde artikel 38, derde lid, worden de woorden "een Duitstalige gemeente" vervangen door de woorden "het Duitse taalgebied";

6° in hetzelfde artikel 38, vierde lid, worden de woorden "in een Waalse of in een Vlaamse gemeente" vervangen door de woorden "in het Franse of in het Nederlandse taalgebied".

.../...

Artikel 33 (nieuw).

In dezelfde wet worden in de hierna genoemde artikelen de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 27bis, §§ 1 en 2, aldaar ingevoegd bij de wet van 20 juni 1953, worden de woorden "in een van de twee landstalen of in het Duits" vervangen door de woorden "in het Frans, in het Nederlands of in het Duits";

2° in artikel 35, derde lid, worden de woorden "in de andere landstaal" vervangen door de woorden : "in het Frans, in het Nederlands of in het Duits";

3° in artikel 43, § 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, in artikel 43, § 12, tweede lid, in artikel 43bis, § 3, derde lid, en § 4, aldaar ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 1974, in artikel 43ter, § 3, tweede lid, aldaar ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, in artikel 43quater, derde lid, aldaar ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, in artikel 49, § 2, tweede en vierde lid, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1969, in artikel 54, § 1, eerste lid, en § 2, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957, worden onderscheidenlijk de woorden "de twee landstalen", "de beide landstalen" en "beide landstalen" vervangen door de woorden "het Nederlands en het Frans";

4° in artikel 43quinquies, eerste lid, aldaar ingevoegd bij de wet van 28 juni 1974, wordt het woord "landstaal" vervangen door het woord "taal";

5° in artikel 45, § 1, tweede en derde lid, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, worden onderscheidenlijk de woorden "van een van de landstalen" en "van een der landstalen" vervangen door de woorden "van het Nederlands of van het Frans".

Artikel 34 (artikel 34 van het ontwerp).

Artikel 47, artikel 60, § 2, en artikel 66 worden opgeheven.

Artikel 35 (nieuw).

De bepalingen van deze wet treden in werking op de door de Koning te bepalen data".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Cl. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.